

Vers la victoire du socialisme une priorité : le secteur entreprises

Volokhine - groupe entreprises T.R.T. Philips -
C.N.E. — signataire du texte 6

Les T.S. spéciaux contenant les textes des A.O.P. et les propositions d'orientation ont mis à la disposition des militants du parti un matériel de réflexion important.

Les analyses politiques qui sont contenues dans les six propositions font toutes référence aux textes des A.O.P., et si elles en tirent des orientations divergentes ou contradictoires, il faut bien voir que ces divergences et ces contradictions existaient dans les matériaux fournis par les A.O.P. Cette situation semble parfaitement normale, puisqu'elle reflète l'expression des différents courants qui existent dans le parti.

L'existence de six textes d'orientation doit permettre aux militants de choisir pour le parti la meilleure voie possible pour la réussite de notre projet révolutionnaire.

Malgré ce que disent certains militants, je ne pense pas que cet affrontement sur des orientations, conduite à un éclatement du parti. Au contraire le parti se trouve à une étape, il a besoin de clarifier sa stratégie, un unanimité de façade conduirait à une cassure du parti, car derrière cette façade les fractions et les tendances pourraient s'organiser et se structurer en toute tranquillité.

Ceux qui aujourd'hui veulent cacher à tout prix derrière l'unanimité les divergences stratégiques, en brandissant l'épouvantail de l'éclatement du parti, seraient probablement les premiers à s'organiser en fractions pour faire triompher leur politique à l'intérieur du parti.

Certains camarades ont mal compris nos propositions sur l'organisation du secteur entreprises et du travail politique que les militants du parti doivent faire dans les syndicats.

Pour nous, l'organisation du secteur entreprises est prioritaire, parce que nous faisons le choix politique d'attaquer en priorité le capitalisme dans

le secteur de production et parce qu'il permet le changement de la base sociale du parti.

C'est pourquoi nous proposons une priorité absolue à la création de sections d'entreprises disposant de l'autonomie politique complète ; cette création de sections d'entreprises devant être automatique dès qu'il y a 5 militants du parti dans l'entreprise. En dessous de cet effectif, nous proposons la création de groupes d'entreprises, dont l'animation et l'action doivent être coordonnées au niveau fédéral du secteur entreprises.

Le secteur entreprises doit être structuré verticalement, ce qui veut dire pour nous : création de collectifs politiques du secteur au niveau de chaque fédération (qu'elles soient départementales ou régionales), et existence au niveau national d'une commission nationale entreprises qui doit être une véritable direction politique du secteur.

Bien entendu, il faut doter le secteur, entreprises, tant au niveau des fédérations qu'au niveau national, de moyens techniques et financiers ; il faut au niveau national avoir un permanent du secteur avec des moyens de secrétariat. Ces mêmes moyens doivent être progressivement dégagés au niveau des fédérations.

Toutes les directions du secteur seront désignées par les militants du secteur en fonction de règles précises et démocratiques. Ces directions devront recevoir l'accord de la direction du parti et travailler sous son contrôle. Avec une telle organisation, le secteur entreprises devrait permettre au parti de s'implanter plus largement dans la classe ouvrière, ce qui lui donnera les moyens politiques de combattre avec plus d'efficacité les courants réformistes.

Le combat contre le capitalisme mené par le parti prendra alors une nouvelle dimension, et l'efficacité

qui en résultera amènera un nombre considérable de travailleurs sur des positions révolutionnaires, étape indispensable pour élever le niveau de conscience de la classe

En faisant ces propositions d'organisation du secteur, nous avons concilié l'autonomie politique indispensable du secteur, avec la nécessaire centralisation de l'organisation de la lutte au niveau des directions du parti, qui ont pour mission d'influencer et de coordonner l'ensemble des luttes anticapitalistes, en fonction des axes stratégiques que le parti s'est donnés

Nous pensons également que l'organisation proposée garantit un fonctionnement démocratique du secteur, renforcé par des directions collégiales, contrôlant le ou les permanents du secteur.

Au sujet de la question syndicale, on nous a reproché d'être imprécis, voire même accusés de mettre sur le même pied le syndicat et le parti. Pour nous le syndicat et le parti ont des tâches différentes, tant dans le processus des conquêtes du pouvoir que de son exercice dans le cadre d'une société socialiste.

A l'heure actuelle les syndicats sont des organisations de la classe, qui défendent essentiellement les revendications économiques de la classe ouvrière Les courants réformistes y sont majoritaires.

Il appartient aux militants du parti de développer sur le plan idéologique et politique une lutte constante pour orienter le mouvement syndical vers des perspectives révolutionnaires. Ils doivent le faire sans pour autant organiser des fractions à l'intérieur des syndicats, et sans remettre en cause leur rôle de défense des acquis de la classe.

L'élément important de la lutte contre les courants réformistes qui contrôlent les syndicats, c'est bien entendu l'axe du contrôle ouvrier, notamment au niveau des revendications qualitatives mettant en cause le pouvoir patronal, à l'intérieur des entreprises, et en ce qui concerne la conduite des luttes, qui doit être soumise au contrôle démocratique de l'assemblée des travailleurs. □